SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 30 AVRIL 1872.

Rapport des Commissions réunies de la Justice et des Finances, chargées d'examiner le Projet de Loi comprenant les titres I à IV, livre 1^{er} du Code de Commerce.

(Voir les N^{os} 14 et 48, session 1870-1871, les N^{os} 57, 71, 72, 90, 96, 98, 113, 118 et 126, session 1871-1872 de la Chambre des Représentants et le N^o 55 du Sénat.)

Présents : MM. DOLEZ, Président, le Baron BETHUNE, SOLVYNS, PIRMEZ, BISCHOFFSHEIM, FORTAMPS, DEWADDER, TERCELIN, et le Baron D'ANETHAN, Rapporteur.

MESSIEURS,

Il a été donné lecture à vos Commissions d'un premier rapport fait sur ce Projet de Loi le 15 mars 1870. Vos Commissions l'ont approuvé avec quelques modifications que nous allons avoir l'honneur de vous signaler.

ART. 4 et 5.

Deux modifications ont été apportées à ces articles.

L'affichage de l'acte d'autorisation et du jugement autorisant le retrait d'autorisation est supprimé; il est remplacé par la transcription de ces documents sur un registre spécial tenu au Greffe à cet effet.

Cette disposition est conforme à ce qu'établit l'art. 12 pour la publicité à donner au contrat de mariage des commerçants.— Cette publicité, sérieuse et permanente, est infiniment préférable au système de l'affichage qui n'offre ni les mêmes garanties, ni les mêmes facilités de constatation.

La seconde modification, qui est plutôt une explication, consiste à décider que la demande de retrait d'autorisation sera introduite par requête à la Chambre du Conseil. On a voulu ainsi éviter une procédure publique dans laquelle peuvent se produire des discussions souvent pénibles entre des parents et leurs enfants mineurs. Vos Commissions adoptent ces articles ainsi amendés.

ART. 9.

Dans le rapport du 15 mars 1870, vos Commissions avaient proposé la suppression du mot : *minorité* dans le § 2, et la suppression complète du der-

nier paragraphe. Ces amendements ont été rejetés par le Sénat dans la séance du 23 mars 1870.

Cet article ayant été de nouveau voté par la Chambre des Représentants dans sa teneur primitive avec une seule modification concernant le mode de publicité à donner à l'autorisation, vos Commissions ne croient pas devoir soulever une seconde fois les questions traitées dans le rapport du 15 mars 1870.

L'avant-dernier paragraphe porte: « Le greffier du tribunal civil est tenu, dans » les arrondissements où il existe un tribunal de commerce, de transmettre » expédition de l'autorisation, dans le mois de sa date, au greffe de ce dernier » tribunal, sous les peines indiquées à l'art. 13. L'autorisation sera transcrite » dans le même registre que les autorisations accordées aux mineurs. »

Cette transcription doit se faire dans tous cas; s'il n'existe pas de tribunal de commerce, la transcription se fera au greffe du tribunal civil. Cela ne peut être l'objet d'un doute. Il est néanmoins utile d'en faire mention dans le rapport pour bien établir l'obligation du greffier du tribunal civil, auquel le paragraphe précité n'ordonne, in terminis, que l'envoi de l'expédition au greffe du tribunal de commerce.

L'article est adopté.

TITRE III

DES LIVRES DE COMMERCE.

Dans la séance du 24 mars 1870, l'honorable M. Bischoffsheim proposa quelques modifications aux articles 16, 17, 18 et 19; ces amendements furent renvoyés à la Commission; mais aucun rapport ne fut fait.

A la Chambre des Représentants, lors de la reprise de la discussion, une seule modification fut proposée et adoptée: « Le paraphe ordonné par » l'art. 18 pourra être remplacé par le sceau du tribunal ou de l'administration communale. »

La Chambre, ayant déjà voté deux fois les mêmes articles, et ayant naturellement dû avoir connaissance des amendements de l'honorable M. Bischoffsheim, aura peut-être quelque peine à accepter des propositions qu'elle a implicitement repoussées. — Cette considération ne doit pourtant pas arrêter le Sénat, s'il croit une modification indispensable. Voyons s'il en est ainsi.

L'honorable membre admet, avec le projet, la nécessité pour le commerçant de tenir un livre-journal, mais il prétend qu'un seul livre-journal ne suffit pas, au moins pour les grands établissements.

Il nous semble que la tenue de plus d'un livre-journal n'est pas interdite, et que là où le besoin s'en fait sentir, on peut ne pas se borner à en avoir un seul. En fait, il en est déjà ainsi, et cette pratique n'est blâmée par aucun tribunal de commerce.

La seconde modification proposée par l'honorable membre consiste à supprimer le visa et le paraphe pour le livre copie de lettres. Cette suppression est réclamée par d'autres personnes encore, non-seulement à cause de l'inutilité de la mesure, mais encore à cause de l'impossibilité de l'exécuter. — Maintenant, dit-on, toutes les maisons de commerce, tous les industriels copient leurs lettres au moyen de la presse, les uns sur des feuilles séparées qui sont

reliées en volume à la fin de l'année, les autres dans des registres expressément fabriqués à cette fin. On ajoute que, si la formalité du paraphe et du visa est conservée, un employé spécial serait indispensable pour s'acquitter de cette besogne fastidieuse et inutile.

Sous le Code actuel, le livre-journal et le livre d'inventaire doivent non-seulement être cotés, visés et paraphés avant de pouvoir être employés, mais ils doivent, en outre, être visés et paraphés une fois par année. Cette dernière formalité est supprimée dans le projet actuel; mais quand elle était obligatoire, le livre copie de lettres n'y était pas soumis, par le motif, dit Rogron dans son commentaire sur l'art. 10 : « que ces livres, d'ailleurs » bien moins importants que les autres, peuvent être tellement multipliés » qu'il serait difficile de les soumettre au visa annuel, et que, d'un autre côté, » on ne peut pas craindre, comme pour les autres registres, une fabrication » de copies de lettres qui pourraient être démenties par la production des » lettres originales. »

Quelques membres ont soutenu que, sous le Code actuel, le livre copie de lettres n'était pas assujéti au visa ni au paraphe; d'après ces membres, l'art. 10 le dispense de cette formalité d'une manière absolue.

Quoi qu'il en soit, il a été reconnu par vos Commissions que le visa pour le livre copie de lettre ne devait pas exister et qu'ainsi il y avait lieu de modifier le projet dans ce sens.

Vos Commissions pensent aussi qu'il faut, d'un côté, compléter les dispositions proposées, en mentionnant les télégrammes comme les lettres et, d'un autre côté, qu'il suffit d'ordonner au commerçant de tenir copie des lettres qu'il écrit, sans exiger qu'il transcrive ces copies sur un registre.

Nous avons en conséquence l'honneur de proposer les modifications suivantes :

ART. 16.

§ 1^{er}. *Comme au Projet.*

§ 2. Il est tenu de mettre en liasse les lettres, missives et les télégrammes qu'il reçoit, et de tenir copie des lettres et des télégrammes qu'il envoie.

ART. 18.

Les livres dont la tenue est ordonnée par le 1^{er} § de l'art. 16 et par l'art. 17 seront cotés.

Ils seront, etc., *le reste comme au Projet.*

Vos Commissions avaient, en mars 1870, proposé le rétablissement de l'art. 13 du Code de commerce. La Chambre n'a pas cru devoir rétablir cet article dans la loi qui nous est soumise.

Il eût été préférable, pensons-nous, de maintenir cet article qui se trouvait dans le projet primitif; mais vos Commissions n'insistent pas, ne jugeant pas cet article indispensable: les principes généraux écrits dans les art. 1330 et 1331 du Code civil suffisent, et sont applicables à celui contre lequel on invoquerait ses propres livres, même irrégulièrement tenus.

Vos Commissions ont l'honneur de vous proposer l'adoption du **Projet de Loi** avec les modifications ci-dessus indiquées.

(4)

Une pétition a été transmise à vos Commissions, tendante à rendre justiciables des tribunaux de commerce, tous ceux qui signeront des effets de commerce, et à les soumettre aux mêmes pénalités que les commerçants.

Le but du pétitionnaire est d'obtenir ainsi que la Banque Nationale puisse escompter les effets signés par des cultivateurs et des propriétaires.

Nous n'avons pas à examiner, à l'occasion de la discussion du Code de commerce, s'il faut étendre, comme le demande le pétitionnaire, l'obligation de la Banque Nationale à l'escompte de tous les effets, même des effets signés par des non commerçants.

Un débat sur la constitution de la Banque est ouvert : la question soulevée par le pétitionnaire peut y être portée. Mais quant à la formule dont on demande l'insertion dans le Code de commerce, (et qui ne trancherait du reste pas la question soumise au Sénat par le pétitionnaire), il suffit de rappeler que les art. 652 et 637 du Code de commerce satisfont déjà, quant à la compétence des tribunaux de commerce, au désir exprimé par le pétitionnaire. Quant à soumettre de simples particuliers non négociants à la loi sur les faillites, cela est évidemment inadmissible.

Vos Commissions vous proposent de renvoyer la pétition à la Commission qui sera chargée d'examiner la loi sur la Banque Nationale.

Le Rapporteur,
Baron d'ANETHAN.

Le Président,
DOLEZ.